



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

7 septembre 2018

Résolution

Philippines : stop au musellement de la dissidence !

En conformité avec ses précédents appels au président philippin Rodrigo Duterte à revoir sa politique de guerre contre la drogue, confirmant son engagement constant pour les droits de l'homme et les valeurs socio-démocratiques et socialistes de liberté, de justice et de solidarité, et notant avec inquiétude le recul démocratique tel que le retrait unilatéral des Philippines de la Cour pénale internationale et le renvoi d'un juge en chef perçu comme critique à l'égard du président des Philippines, l'Alliance progressiste exhorte le gouvernement des Philippines aux actions suivantes :

- revoir sa décision de se retirer unilatéralement de la Cour pénale internationale, non seulement parce qu'un tel retrait n'aurait aucun effet sur la compétence de la CPI à enquêter sur les actes commis par le président Duterte durant la période pendant laquelle le pays a été membre de la Cour, mais aussi parce que la CPI est un produit et un pilier de l'engagement de la communauté des nations en faveur des droits de l'homme, de la loi humanitaire et la justice transitionnelle ;
- s'assurer que les processus internes d'enquête contre les atrocités restent crédibles et efficaces, incluant et ne se limitant pas à une commission compétente et bien financée sur les droits de l'homme et un médiateur indépendant ;
- s'assurer que les membres du secteur de la sécurité ont un sens des droits de l'homme, que les enquêtes et les peines appliquées aux policiers et militaires errants découragent suffisamment de commettre des atrocités, et en particulier annuler les primes d'incitation importantes accordées aux policiers impliqués dans la



mort de Kian de los Santos, le jeune homme de 17 ans tué durant les opérations antidrogue ;

- s'engager personnellement pour la mise en place de l'État de droit et d'un système judiciaire indépendant, notamment d'une Cour suprême indépendante qui ne sera pas une simple action exécutive automatique, mais permettra un contrôle efficace des abus du pouvoir exécutif et des violations flagrantes des droits de l'homme ;
- créer un environnement propice au débat et à la liberté de parole au lieu d'un environnement qui étouffe la dissidence et veiller à ce que les personnes n'aient pas à payer de leur vie ou de leur liberté leur critique du gouvernement.